

Le Forem sommé de revoir son plan langues

Le ministre Jeholet très critique sur l'organisation actuelle des cours, dont le succès est en nette baisse

Sésame indispensable dans bien des métiers, la connaissance des langues ne semble pas être une priorité, au Forem. Son ministre de tutelle exige du changement.

Devenir accompagnateur de train. Postuler dans l'Horeca. Lancer son commerce en zone touristique. Ou, pourquoi pas, postuler pour un job en Flandre où le plein-emploi ne semble plus inaccessible. Tous ces débouchés possibles passent par un capital : la connaissance des langues, à commencer par le néerlandais. Mais la préoccupation semble de moins en moins forte, parmi les chômeurs wallons. Un furieux paradoxe, à l'heure où la Flandre faisait savoir pas plus tard qu'au début février qu'elle envisageait de recruter 2.500 demandeurs d'emploi wallons chaque année pour satisfaire ses besoins en main-d'œuvre. Mais ils ne sont pas forcément seuls en cause.

CHUTE SENSIBLE

Le ministre wallon de l'Emploi, Pierre-Yves Jeholet (MR), vient d'en faire l'aveu au Parlement : les inscriptions aux formations en langues du Forem ont connu une chute sensible, l'an passé.

Pour les modules du niveau « débutant » à « intermédiaire », on est passé de 1.682 inscrits à 1.585, de 2016 à 2017. Pour ceux de niveau « intermédiaire » à « avancé », c'est pire encore avec un passage de 1.919 à 1.655 inscrits. Les inscriptions, dans ce cas, sont même en chute depuis trois ans. Pourquoi ? « Les raisons de cette diminution ne sont pas entièrement objectivables », reconnaît le ministre Jeholet. « Mais des pistes d'explication sont avancées ».

Il évoque ainsi « une communica-

tion non ciblée sur les langues et sur les profils qui en ont besoin ». En clair : le Forem ne fait pas suffisamment son job en matière d'accompagnement individualisé et de conseils personnalisés aux demandeurs d'emploi qu'il prend en charge.

Deuxième motif évoqué par le ministre : « Les diplômés du supérieur n'ont pas toujours une bonne image du Forem et ne s'orientent pas vers une offre de formation ». Traduisez : les gens instruits n'ont pas confiance dans l'aide que l'organisme public chargé de

les aider pourrait réellement leur apporter.

Et enfin : « Le manque de réactivité du Forem qui ne permet pas une entrée en formation rapide : il faut souvent plusieurs mois avant de pouvoir entrer en formation ». Troisième (lourde) pierre donc dans le jardin du petit frère wallon de l'Onem qui ne semble pas

avoir compris lui-même le précieux sésame que les langues peuvent représenter dans la recherche d'un nouveau travail...

CIBLER, SENSIBILISER

Pierre-Yves Jeholet ne se limite pas à ces constats amers. « J'ai demandé au Forem de revoir son plan langue », annonce-t-il en réponse à l'interpellation du député Nicolas Tzanetatos (MR). Flexibilité des offres, proactivité, parcours de formation aux durées variables et pédagogie différenciée devront en faire partie, dévoile-t-il. Même chose pour une communication plus ciblée sur les jeunes diplômés du supérieur et une sensibilisation accrue des conseillers aux langues.

Contacté par nos soins, le Forem, pour cause de vacances, n'a pas pu nous fournir la répartition des langues choisies par les stagiaires, ni le nombre de places disponible chaque année dans ces formations. ●

CHRISTIAN CARPENTIER

**Pierre-Yves
Jeholet dévoile
ce qui devrait
bientôt changer**